



« Notre eau en questions »

Décembre 2018

LA SYNTHÈSE

L'eau est indispensable à toute vie sur terre. Elle fait partie de nous (notre corps est composé à 80% d'eau). Elle nous fournit de l'énergie. Elle irrigue nos cultures. Elle est source vivrière. Elle nous sert pour la navigation. Elle est source de biodiversité. Elle régule les inondations et/ou les sécheresses. Elle nous permet de développer des activités locales. Elle permet les loisirs comme la baignade ou la voile. Elle sert à la médecine grâce à ses ressources. En clair, elle est indispensable à notre vie et à notre santé.



Comment la protéger ? Comment faire en sorte que la quantité et la qualité des eaux restent suffisantes pour nous garantir un bon niveau de vie et ce malgré les conséquences du changement climatique ?

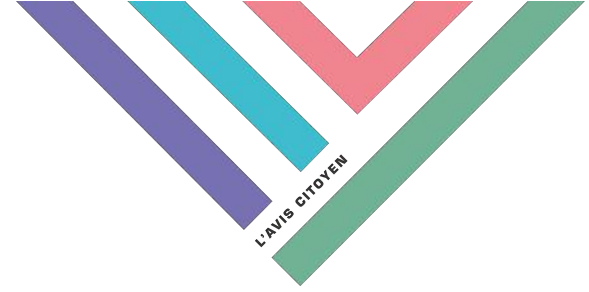
Le conseil de développement du pays de Lorient s'est penché sur la question en invitant experts, associations et habitants à réfléchir ensemble dans le cadre d'ateliers participatifs et d'une table-ronde.

I. QUATRE ENJEUX PRINCIPAUX

A. Rechercher un équilibre

"Sans eau pas de développement possible", c'est le leitmotiv du vice-président à la Région, Thierry Burlot. L'enjeu de la ressource en eau est bel et bien un enjeu d'équilibre entre une eau de qualité et en quantité à préserver d'un côté, et de l'autre les activités économiques qui dépendent elles-mêmes de la quantité et de la qualité de la ressource en eau. Tout est lié. Il nous faut donc rechercher un équilibre entre ressource et usage ; entre environnement et développement économique.

La hausse de la qualité de vie, la démographie, l'aménagement du territoire sont autant de facteurs qui



influent sur cette ressource. L'enjeu est de trouver le juste équilibre entre les prélèvements sur la ressource en eau et sa disponibilité et, pour la gérer au mieux, rechercher aussi un équilibre dans son partage entre les zones d'usage (aujourd'hui le littoral, le bassin Rennais...) et sa source (en centre Bretagne).

B. Garantir la qualité de l'eau

Notre santé est directement liée à la qualité de l'eau potable. Il s'agit là d'un enjeu de sécurité sanitaire. Même si les normes sanitaires et la protection des eaux brutes s'améliorent, la pollution et les résidus de substances chimiques qui se retrouvent dans l'eau, dans nos rivières, nos mers, nos terres agricoles jusqu'à nos robinets, nous entourent, influent fortement sur la qualité de nos vies (cancers, infertilité...).

C. Lutter contre le changement climatique

Le changement climatique est à l'oeuvre. Les effets sur les cultures, la biodiversité et la production d'eau potable sont déjà visibles. Le temps est à l'adaptation et à l'anticipation de l'évolution à venir. La question du partage de l'eau va rapidement devenir prégnante et rejoint celle de la répartition des populations sur notre territoire abordée plus haut, sans oublier le risque d'arrivées massives de populations. Préserver l'éco-système, redessiner le paysage avec la réhabilitation des bocages et des zones humides sont des actions devenues prioritaires.

D. Gérer la ressource en eau de manière cohérente et en interconnexion

Aujourd'hui la gestion de l'eau relève de la responsabilité d'acteurs différents : pour l'eau brute, les commissions locales de l'eau et les syndicats mixtes des bassins versants, qui s'appuient sur les Sage (Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux) ; pour l'assainissement des eaux usées ou pluviales et la distribution de l'eau potable, les syndicats d'eau ou les agglomérations pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations,... plusieurs acteurs pour une même ressource qui se diffuse, circule en continu dans un grand cycle sur un large territoire, un bassin hydraulique étendu. Se pose par conséquent la question de la cohésion territoriale. Comment définir le territoire de subsistance afin que les acteurs s'y impliquent collectivement et en cohérence?

Il faut cependant souligner que les infrastructures et les services sont aujourd'hui interconnectés pour répondre aux crises ; ce qui permet à un territoire d'approvisionner son voisin en cas de forte sécheresse, de pénurie d'eau.

II LES PROPOSITIONS D' ACTIONS DES PARTICIPANTS

A. Présentation des ateliers

Trois ateliers ont été proposés aux participants

:

- Ressource en eau
- Eau et développement économique
- Eau et santé

Suite à la présentation du contexte de chaque enjeu par des experts, les participants ont échangé afin de proposer plusieurs pistes d'actions.



B. Les propositions d'actions des participants et intervenants lors de la conférence sur l'eau

1. Se responsabiliser dans ses usages de l'eau

Pour les particuliers : développer les possibilités de récupérer l'eau pluviale ; limiter les forages

Pour les agriculteurs : diminuer l'utilisation des pesticides et des nitrates ;

Pour le territoire : restaurer les talus et les bocages, préserver les rivières et les zones humides...

2. Mieux communiquer sur les enjeux liés à l'eau

En mettant en place une communication adaptée

En organisant des campagnes de sensibilisation

3. Impliquer les responsables politiques

Pour que l'économie ne prime plus sur l'environnement

Pour une meilleure gestion équilibrée du territoire

Pour limiter l'artificialisation des sols, voire aller vers une désartificialisation (à intégrer dans les documents d'urbanisme)

Pour intégrer la question de l'eau dans le projet du territoire

Pour mettre en place une fiscalité environnementale (pollueur/payeur)

Pour proposer une facturation progressive

Pour s'appuyer sur les Sage dans toutes les politiques locales

Et de façon générale, les participants demandent l'implication de tous les acteurs à tous les niveaux – décideurs politiques, agriculteurs, industriels, citoyens - afin de tendre vers une action collective et efficace.

Conclusion

Il semble impérieux à tous, participants comme experts, de se diriger rapidement vers une politique globale. L'eau devrait s'infiltrer dans toutes les politiques : développement économique, environnement, tourisme, aménagement du territoire....cela afin que le développement d'un territoire ne se fasse plus au détriment de nos ressources.

Préserver notre eau implique un changement de modèle. La priorité ne peut plus être donnée à la production et au développement à tout prix, à l'exemple de l'agriculture.



**Conseil de
Développement**

Pays de Lorient

Conseil de Développement du Pays de Lorient

6, rue Alphonse Rio
56100 Lorient
contact@cdpl.bzh
Tél : 02 97 76 72 08
www.cdpl.bzh